

Je lis et t'explique un article de journal

Salut les amis ! Aujourd'hui, on va découvrir ensemble un article de journal.

Merci de me rejoindre encore une fois pour cette nouvelle vidéo. Aujourd'hui, on va faire une petite expérience spontanée. Je vais partager avec toi un article de journal gratuit du Figaro qui est en ligne, je partagerais le lien d'ailleurs dans la description, et je vais te le lire cet article. On va discuter un peu du sujet et je m'arrêterai régulièrement pour t'expliquer un certain nombre de mots, tout simplement.

Donc tu vois, c'est un article du Figaro, lefigaro.fr. Le Figaro c'est un journal à la base qui était, qui est toujours d'ailleurs un journal papier, et comme tous les journaux, ils ont dû s'adapter et ont créé une version en ligne. Il y a des articles gratuits, des articles payants premium, mais aujourd'hui, on va découvrir un article gratuit ensemble dont je te mettrai le lien dans la description. Tu vois le titre, c'est : « Covid-19: Jean Castex face aux critiques de l'opposition. » J'ai choisi cet article parce que, eh bien ils mélangent un peu la politique, tu vas le voir et la santé avec la crise du Covid-19. Donc j'ai pensé que ce serait un article intéressant à étudier, à décortiquer ensemble. Donc c'est un test. Dis-moi en commentaires si tu aimes, dis-moi en commentaire si tu n'aimes pas. Si tu aimes, j'en ferai plus. Si tu n'aimes pas, je n'en ferai plus. C'est parti !

Alors voilà, le titre c'est « Covid-19: Jean Castex face aux critiques de l'opposition ». Les critiques, c'est le fait de dire des choses négatives sur quelqu'un, tu le sais. Jean Castex, c'est le premier ministre français actuellement, en janvier 2021. C'est notre premier ministre. C'est ce monsieur que tu vois ici. Et l'opposition, il s'agit du parti politique qui n'est pas au pouvoir. Il y a en France comme dans plein d'autres pays, différents partis politiques et le parti politique au pouvoir en ce moment, c'est le parti politique d'Emmanuel Macron qui s'appelle En marche et ce qu'on appelle l'opposition, eh bien ce sont tous les autres partis, tous les partis qui s'opposent, qui ne sont pas avec le parti qui est au gouvernement. On appelle ça l'opposition.

Et le petit résumé dans l'introduction ou avant l'introduction, nous dit : « Les responsables parlementaires ont interrogé le premier ministre sur la vaccination, le troisième confinement et les régionales. »

Les responsables parlementaires, ce sont les membres du Parlement. C'est tout ce qui... c'est l'organe qui vote les lois et en France, on a un Parlement à deux chambres : l'Assemblée nationale avec les députés et le Sénat avec les sénateurs. Tout ça, ce sont les responsables parlementaires et ils ont interrogé, ils ont posé des questions au premier ministre au sujet de la vaccination, le vaccin contre le Covid19. Un troisième confinement,

donc le confinement c'est quand on dit aux gens de rester chez eux. Et les régionales, il s'agit ici des élections régionales qui doivent avoir lieu mais on se demande si on ne devrait pas les repousser. En France, on a des régions et les conseillers régionaux qui dirigent ces régions sont élus. Donc, est-ce qu'on doit maintenir les élections régionales ? Oui ou non ? Donc, voilà un petit peu de quoi parle cet article.

Donc, je vais te lire le premier paragraphe.

C'est l'un des piliers de la « méthode Castex » : la concertation. Le premier ministre a donc convoqué lundi matin une nouvelle réunion avec le « comité de liaison », composé des responsables parlementaires, pour échanger sur la crise sanitaire. L'occasion pour nombre de représentants de l'opposition de se faire entendre, dans un contexte de fronde des élus locaux contre la lenteur de la campagne de vaccination et contre certaines décisions comme le couvre-feu avancé.

Ici, le mot « pilier », c'est... Un pilier, c'est quelque chose qui maintient un édifice. On met des piliers pour maintenir des maisons par exemple, ou les plafonds des maisons. Ici, quand on parle d'un pilier de la méthode Castex (la méthode Castex c'est la façon dont le premier ministre travaille), eh bien les piliers, ça veut dire un des outils de base. Voilà. Une des choses de base. Et la chose de base de la méthode utilisée par le premier ministre, c'est la concertation. Se concerter, ça veut dire discuter avec beaucoup de personnes et se mettre d'accord.

Donc, on nous informe qu'il a organisé une réunion, il a convoqué une réunion, ce qu'on appelle le comité de liaison. Donc, on a mis des guillemets parce que c'est un nom donné, inventé par les politiques. Et on nous dit que ce comité de liaison, il est composé, il est formé des responsables parlementaires, on en a parlé. Et le but de cette réunion, c'est de discuter – on dit aussi échanger, on discute, on échange – sur la crise sanitaire. C'est une crise de santé.

On nous dit que c'est l'occasion, donc ça donne l'opportunité aux représentants de l'opposition – on en a parlé – de se faire entendre, c'est-à-dire ils peuvent donner leur position, ils peuvent donner leurs arguments, donner leur avis. Et on nous dit que tout ça, ça apparaît dans un contexte de fronde. La fronde, c'est quand les gens ne sont pas contents. Et ici, en l'occurrence, ceux qui ne sont pas contents ce sont les élus locaux. Donc ce sont des gens qui ont été élus, pas au niveau national, mais au niveau local. Par exemple les maires, les, justement, conseillers régionaux, conseillers départementaux. Tous ceux-là sont des élus locaux, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas élus pour tout le territoire français, mais seulement pour des petites parties de France.

Donc ici, voilà, les élus locaux ils ne sont pas contents et on appelle ça une fronde. Et ils se plaignent du fait qu'on vaccine lentement en France et qu'on a avancé le couvre-feu. Le couvre-feu, c'est quand on n'a pas le droit de sortir. En France actuellement, dans beaucoup de régions, il est interdit de sortir de chez soi après 18h. Entre 18h le soir jusque 6 heures le matin, c'est interdit de sortir. C'est ce qu'on appelle le couvre-feu avancé.

Dans le paragraphe suivant, on nous dit que lundi, Emmanuel Macron présidait une nouvelle réunion sur la vaccination pour «voir toute la chaîne et continuer la mise sous tension», a indiqué l'Élysée. Un Conseil de défense sanitaire est prévu mercredi matin, et Jean Castex pourrait s'exprimer jeudi. Ses réponses apportées lundi matin ont été jugées, une fois de plus, insuffisantes par les oppositions. Trop de sujets sont restés «en suspens», regrette Damien Abad, chef de file du groupe Les Républicains à l'Assemblée, qui a voulu assumer le «coup de gueule» de la droite ayant permis, selon lui, de pousser le gouvernement à changer de braquet et à accélérer sur la vaccination.

On va voir à ce paragraphe. Donc on nous dit que lundi, le président de la République va organiser et présider une réunion. On nous dit qu'il va voir toute la chaîne, c'est-à-dire la chaîne ici, c'est l'ensemble du processus de vaccination, du moment où on achète le vaccin jusqu'au moment où il est injecté, c'est-à-dire son transport, la mise à disposition, son stockage, etc. etc. C'est ce qu'on appelle la chaîne. Et quand on dit qu'il veut continuer la mise sous tension, ça veut dire il veut mettre de la pression, il veut tout simplement que ça aille plus vite. Le conseil de défense, c'est une chose mise vraiment... en tout cas rendue populaire par Emmanuel Macron. C'est tout simplement une réunion avec un certain nombre de ministres et conseillers proches. Et donc, on nous dit que le premier ministre va s'exprimer jeudi. Les réponses apportées, ce sont les mesures, les choses qu'ils font contre la crise ont été critiquées par les oppositions, on nous dit, et M. Abad qui est chef de file du groupe Les Républicains, (les républicains, c'est un parti politique qui siège à l'Assemblée nationale). Le chef de file, eh bien c'est leur chef, c'est celui qui parle pour les autres, et lui il dit que trop de sujets sont restés en suspens. « En suspens », ça veut dire qu'on n'a pas donné de vraies réponses. On a dit que les sujets, eh bien on y répondrait plus tard.

Et Abad, il veut assumer le coup de gueule de la droite. La droite, c'est le parti des républicains. C'est en général un parti conservateur. C'est le contraire de la gauche qui regroupe les socialistes. Et lui, il veut... Assumer, ça veut dire clamer, il revendique le coup de gueule, c'est-à-dire... Un coup de gueule, c'est ce qu'on fait quand on n'est pas content. Il dit : « C'est pas bien, il faut que ça change. » C'est un coup de gueule. Il dit que ce coup de gueule, le fait qu'il se soit plaint, qu'il ait crié, ça a permis au gouvernement de changer de braquet. Ça, c'est une expression utilisée à la base pour le vélo, mais ça veut dire en gros accélérer. Et donc, ils ont changé de braquet et ils ont accéléré sur la vaccination.

Le parlementaire a interrogé le gouvernement sur le nombre de congélateurs (commandés et prêts à fonctionner), le retard pris dans l'organisation des centres de vaccination, la possibilité de se faire vacciner sans rendez-vous, le variant anglais du virus. L'élu aurait aimé connaître les objectifs chiffrés des vaccinations et l'état des connaissances sur leur capacité à empêcher la transmission, mais il est resté sur sa faim.

Encore une fois, le parlementaire M. Abad a posé des questions au gouvernement, il a interrogé sur le nombre de congélateurs. Un congélateur, c'est quelque chose qui est à basse température. On en a chez nous pour mettre des aliments, pour les congeler, les mettre à température inférieure à zéro degré. Ici, en fait, c'est ce dont on a besoin pour stocker les virus. Donc ici, on parle des centres de vaccination, ce sont les endroits où nous allons vacciner les gens. Le variant anglais, on en parle beaucoup, c'est une mutation du virus. Donc, il y avait un virus du Covid19 qui a un petit peu changé et comme on l'a découvert en Angleterre dans un premier temps, on parle du variant anglais. Le variant ou la variante, c'est quelque chose qui est différent, qui a un petit peu évolué. Et on parle ensuite de la transmission de la maladie et la transmission, c'est tout simplement le fait de transmettre, de donner la maladie. Si je l'ai, la maladie, le Covid19 et que je te le transmets, eh bien je te le donne tout simplement.

Donc, la suite. « Hervé Marseille, président du groupe Union centriste au Sénat, salue pour sa part un échange « constructif et apaisé ». Au moment de conclure, Gérard Larcher a d'ailleurs souligné le fait qu'en « démocratie », il était normal d'avoir des « échanges », voire des confrontations. En prenant l'exemple de l'Allemagne, le gouvernement a rappelé qu'une politique sanitaire était définie par l'État, tout en s'appuyant sur les collectivités. Manière à peine voilée de repousser la proposition des régions qui s'étaient dites prêtes à acheter des doses directement auprès des laboratoires. »

Donc ici, on a une personne, Hervé Marseille, qui lui dit que l'échange, c'est-à-dire la discussion, elle constructive et apaisée. C'est une discussion qui est, on va dire saine (il n'y a pas de dispute), calme et qui permet d'avancer. Gérard Larcher, qui est un autre politique très connu, président du Sénat actuellement, lui il a souligné, c'est-à-dire qu'il a dit qu'il était normal qu'il y ait des discussions et des échanges. On a parlé un petit peu de l'Allemagne et ici on nous dit que finalement, il faut que ce soit l'Etat qui gère les vaccins tout en s'appuyant sur les collectivités, ça veut dire en se faisant aider par les collectivités. Et on commence la phrase suivante en disant « manière à peine voilée ». Ça veut dire que ce qui a été dit précédemment, c'est une chose qui n'est pas de cacher et qui dit qu'on refuse que les régions achètent les vaccins eux-mêmes puisque les régions – il y a eu des discussions là-dessus – les régions voulaient acheter les vaccins par eux-mêmes. Nous, on ne veut pas ou en tout cas, Gérard Larcher ne veut pas et il le dit d'une manière qui n'est pas vraiment cachée. C'est une manière à peine voilée.

« Quand le gouvernement a annoncé la mise en place de six centres de vaccination par département, certains à droite ont vu là aussi une manière polie de refuser la main tendue des collectivités. Bruno Retailleau, a de nouveau réclamé la «transparence» hebdomadaire du calendrier des vaccinations concernant les Ehpad et des chiffres quotidiens par publics traités à intégrer dans l'application TousAntiCovid. «Jean Castex juge l'idée bonne mais je ne sais pas quelle suite lui sera donnée», confie le président du groupe LR au Sénat. Ce dernier préconise une différenciation territoriale dans la mise en place des centres de vaccination. »

Donc ici, on dit que le gouvernement a annoncé, c'est-à-dire qu'il a dit qu'il allait mettre en place, qu'il allait créer six centres, six endroits dans lesquels on pourrait être vaccinés dans chaque département. Certains ont compris, on dit qu'ils ont vu mais ils ont compris que c'était un moyen de refuser la main tendue, c'est-à-dire l'aide des collectivités. S'ils refusaient la main tendue des collectivités, ça veut dire qu'on dit non, on refuse l'aide proposée par justement les collectivités territoriales, c'est-à-dire les régions, les départements.

Bruno Retailleau, lui il a réclamé, ça veut dire qu'il a demandé ce qu'on appelle la transparence. La transparence est le fait de dire les choses sans les cacher. Donc, ça il a demandé en ce qui concerne le calendrier des vaccinations, c'est-à-dire combien de personnes on va vacciner en combien de temps au niveau des Ehpad (ce sont les centres dans lesquels les personnes âgées vivent) et il veut connaître le nombre de personnes qui ont été vaccinées chaque jour dans une application mobile qui s'appelle TousAntiCovid et qui a été créée par le gouvernement.

On nous dit ensuite que le premier ministre Jean Castex, il trouve que l'idée est bonne, est intéressante, mais on ne sait pas s'il va vraiment la suivre. Quand on dit « les suites », on ne sait pas quelles suites seront données, ça veut dire « on ne sait pas s'il va vraiment suivre cette idée ou pas ». Et on nous dit que le président, les Républicains au Sénat, c'est aussi un endroit dans lequel on vote les lois, préconise, ça veut dire il recommande, il propose de faire des différenciations territoriales, c'est-à-dire de faire au cas par cas, en fonction des départements. Dans un département, on ne va peut-être avoir qu'un centre, dans un autre 5, pas 6 partout, mais faire des différences en fonction des départements.

La suite. « Pour la droite, la seule information réellement nouvelle aura été l'accélération du calendrier concernant l'état d'urgence, qui sera examiné mercredi en Conseil des ministres pour être présenté à l'Assemblée et au Sénat le 25 janvier. Et compte tenu des incertitudes qui planent sur la circulation du virus, Jean Castex n'a pas exclu de devoir imposer un troisième confinement du pays. «Soyons clairs, c'est un outil envisagé»,

rapporte Patrick Kanner, chef de file des sénateurs socialistes, qui a interrogé le premier ministre sur cette option. »

Donc ici, on dit que finalement, cette réunion avec le premier ministre n'a permis que d'avoir une seule information qui est le fait qu'on accélère l'état d'urgence. Donc, c'est ce qu'on appelle ici l'état d'urgence sanitaire. C'est la possibilité donnée au gouvernement de faire des choses, c'est-à-dire le couvre-feu par exemple. Il faut qu'il y ait un état d'urgence décrété, il faut qu'il y ait une vraie raison, en l'occurrence ici le virus, pour avoir le droit de mettre en place un couvre-feu ou un confinement.

On dit qu'il y a des incertitudes qui planent, c'est-à-dire qu'on n'est pas sûr de ce qui se passe au niveau de la circulation du virus. Donc, le premier ministre n'a pas exclu de devoir imposer un troisième confinement. Il n'a pas exclu, ça veut dire qu'il n'a pas dit « je ne le ferai pas ». Imposer, ça veut dire mettre en place, obliger. Et un troisième confinement, c'est tout simplement la troisième fois que le pays, que la France serait fermée, ou les gens n'auront pas le droit de sortir. Et c'est un outil envisagé, le fait de dire « on confine de nouveau », c'est une chose à laquelle le premier ministre pense, nous dit Patrick Kanner, il rapporte, qui est un membre du Parti socialiste qui a posé la question au premier ministre.

Il nous reste deux paragraphes. Donc ici, on a une citation de Fabien Roussel, député du Parti communiste français, qui dit : « Le gouvernement navigue à vue. » Naviguer à vue, ça vient du bateau. Quand on dit qu'un bateau navigue à vue, ça veut dire qu'il n'anticipe pas, il ne se dit pas : « Oh, qu'est-ce qu'il y a que je ne peux pas voir au fond là-bas. » Il ne se pose pas ces questions, il avance en regardant autour de lui. Et quand on dit ici ou quand Fabien Roussel dit que le gouvernement navigue à vue, eh bien c'est une critique, c'est un reproche. Il indique que le gouvernement, eh bien tout simplement, il n'anticipe pas. Il voit qu'il y a beaucoup de cas, donc il prend des mesures, il réagit plutôt qu'anticipe. C'est ce que veut dire ce député.

Les élections régionales, fixées en théorie au mois de juin, ont aussi été évoquées. «On voit bien que le gouvernement n'envisage pas d'amélioration avant la fin du premier semestre et dans ces conditions, faire campagne semble bien compliqué...», décrypte Patrick Kanner. «Si on ne peut pas faire campagne, comment voulez-vous maintenir des élections», abonde le député communiste Fabien Roussel.

Donc ici, on parle encore une fois des élections, j'en parlais tout à l'heure. Pour les régions, normalement elles doivent avoir lieu au mois de juin. Donc, on dit « en théorie », c'est-à-dire que c'est prévu comme ça. Le sujet a été évoqué. Ça veut dire « on en a parlé ». Et ici, Patrick Kanner nous dit que le gouvernement ne pense pas qu'il va y avoir une amélioration de la situation sanitaire avant la fin du premier semestre. Un semestre, c'est six mois, donc avant la fin juin. Il dit « faire campagne semble compliqué ». Une campagne lors

d'élections, c'est quand les candidats expliquent ce qu'ils veulent faire. Donc, ici on dit qu'on ne pourra pas le faire à cause du virus et du coup, Fabien Roussel dit : « Ben, si on ne peut pas faire campagne, on ne peut pas maintenir les élections, c'est-à-dire on ne peut pas laisser les élections, on doit finalement, d'après lui, les déplacer, les décaler. » Ici on dit « abonde », c'est le député qui abonde ses propos. Ça veut dire « il donne un argument supplémentaire, il est d'accord avec ce qui avait été dit précédemment ».

« Pour le secrétaire national du PCF, le gouvernement navigue à vue. » On a vu ce que ça voulait dire précédemment.

«Le gouvernement va ouvrir des centres mais les doses de vaccin ne seront pas là», proteste-t-il, soulignant que les parlementaires communistes ont mis en valeur durant le rendez-vous, «les sévères manquements logistiques». Bref, habitué des «emmerdements», Jean Castex en a encore pris un seau complet sur la tête. «Il a eu le sentiment que ça s'est bien passé, il a fait passer les messages sur la situation sanitaire», affirme pourtant son entourage. Mardi, le chef du gouvernement participera à la rentrée des députés La République en marche.

Ici, encore une fois, le secrétaire national PCF dit que le gouvernement navigue à vue et dit que... En gros, il les critique parce qu'il dit que le gouvernement va ouvrir des centres pour qu'on puisse vacciner les gens, mais que nous n'aurons pas de vaccins. Nous n'aurons pas de doses de vaccin à donner aux gens. Il proteste, c'est à dire il critique, il donne un avis négatif.

Il dit aussi que les parlementaires communistes (c'est l'extrême gauche) ont remarqué qu'il y avait des manquements logistiques, c'est-à-dire des problèmes. La logistique, c'est la gestion des flux, donc ici, le fait que les vaccins arrivent bien à destination. Et la conclusion de l'article ici, c'est... Il y a même un mot familier qui dit que Jean Castex, le premier ministre, il est habitué des emmerdements. Emmerdements, tu vois le mot « merde » dedans. C'est un gros mot, c'est un mot familier. Les emmerdements, ce sont des problèmes. On dit que Jean Castex est habitué aux problèmes. Il a eu plein de problèmes. Eh bien là, on lui a mis un seau complet sur la tête. Un seau, c'est un objet dans lequel on met de l'eau, par exemple. Et tu imagines un seau avec des problèmes qu'on renverserait sur la tête du premier ministre. C'est une image qui veut dire que le premier ministre a eu beaucoup, beaucoup de problèmes supplémentaires au cours de cette grande réunion avec les autres politiques. Mais malgré ça, son entourage, c'est-à-dire ses amis, les gens qui sont autour de lui disent que ça s'est bien passé. Tout a été positif en ce qui concerne la situation sanitaire.

Donc, voilà en gros ce que nous dit cet article. Tu vois, en-dessous il y a toujours des commentaires. Bon, j'évite de les lire parce que les commentaires ne sont pas toujours très

objectifs. Les gens critiquent beaucoup, mais voilà ce qu'on peut dire sur cet article sur le premier ministre, sur les critiques qu'il reçoit ou que le gouvernement reçoit. Et on voit que ce sont des membres du Parlement qui ont émis ces critiques au sujet de la vaccination, d'un éventuel confinement et des élections régionales.

Donc, tu peux relire l'article, je te mets le lien dans la description. Tu peux prendre le temps de jeter un œil à l'article, de regarder. Je t'ai expliqué plein de mots, mais je ne peux pas tout expliquer. Donc, il y a un certain nombre de mots qui peuvent être intéressants pour toi. Et n'oublie pas de me dire en commentaire ce que tu as pensé de cet exercice spontané et de ce test pour que je sache s'il serait intéressant que j'en rajoute.

Merci de ta confiance. À très bientôt !